



Paris, le 14 janvier 2010

## Elections régionales des 14 et 21 mars 2010. Note argumentaire sur l'agriculture

### La droite, un bilan catastrophique en matière d'agriculture

C'est une crise sans précédent que traverse le monde agricole : **les revenus des agriculteurs ont chuté de 34 % en 2009**, après une baisse de 20 % en 2008 ! C'est considérable ! En cause : la dérégulation de toute l'économie agricole ! Car malgré les discours du président de la République ou du ministre de l'Agriculture, le gouvernement actuel participe directement à cette dérégulation et porte une lourde responsabilité dans la crise sociale et économique que traverse le monde agricole.

La droite abandonne l'agriculture ! Quelques preuves :

- Avec la loi de modernisation de l'économie, la droite a consacré la toute puissance des 4 à 5 centrales d'achat qui concentrent 90 % de l'agroalimentaire français. Dans cette loi, le gouvernement a fait le choix de privilégier les intérêts de la grande distribution, au détriment de milliers de producteurs, et sans aucune baisse de prix pour les consommateurs !
- Le gouvernement actuel a mis fin à la pratique des recommandations de prix du lait pour les négociations entre les producteurs et les intermédiaires, ceci bien sûr au nom de la concurrence. Bilan : **la baisse du prix du lait payé aux producteurs s'est accélérée**, et les tarifs dans les rayons n'ont quant à eux connu aucune diminution !
- C'est sous Présidence française de l'Union européenne qu'a été adopté le bilan de santé de la PAC. Celui-ci consacre encore un peu plus le marché roi au détriment de la régulation. L'histoire agricole retiendra que c'est **le gouvernement français qui a été le chef de file de la suppression des quotas laitiers** !
- La loi de modernisation de l'agriculture qui arrivera au Parlement juste après les élections régionales confirme les choix libéraux du gouvernement actuel. Ce projet de loi ne prépare en rien la prochaine réforme de la PAC prévue en 2013, au contraire : il prépare **le grand « plan social » de toute l'agriculture française** !
- **Le gouvernement s'oppose en 2010 à toute extension de la retraite complémentaire obligatoire (RCO) pour les conjoints et les aides familiaux.** Les retraites agricoles sont parmi les plus faibles dans notre pays, n'atteignant souvent même pas le minimum vieillesse ! La RCO, mise en place par le gauche en 2002 avec la loi Peiro pour combler ce retard, n'a jamais été acceptée par les gouvernements de droite qui s'y sont toujours opposé et n'ont jamais accordés les crédits qu'il fallait !

Le gouvernement a beau jeu de proposer un plan de soutien aux agriculteurs ! Ce que la droite donne d'une main, elle le reprend de l'autre. **C'est bien toute la logique libérale soutenue par le gouvernement français qui détruit à petit feu l'ensemble de notre agriculture et pousse vers la sortie des milliers d'agriculteurs !**

### Dans les régions, les socialistes agissent

En matière d'agriculture comme ailleurs, les régions socialistes ont montré qu'elles étaient en avance. Nos régions ont compris que pour maintenir et développer notre agriculture, **il faut répondre aux nouvelles demandes des consommateurs.** Nos régions soutiennent le développement d'une agriculture ancrée sur les territoires, forte économiquement, source d'emplois, de valeur ajoutée et de revenus pour les agriculteurs, et qui répond aux demandes des consommateurs :





- politique d'installation et de renouvellement des générations avec des aides spécifiques à l'installation, à la diversification et à la modernisation des exploitations.
  - soutien aux filières courtes, aides à la commercialisation des produits AOC et des produits du terroir, développement de l'agriculture biologique (financements des coûts de certification, aides spécifiques à la reconversion...)
- 
- achats publics dans les cantines des lycées privilégiant le plus souvent possible les produits locaux et/ou biologiques.
  - programmes de développement raisonnés des filières de valorisation de la biomasse végétale.

### **Face à la crise, les régions socialistes agissent !**

Les régions socialistes ont su se mobiliser pour aider les agriculteurs face à la crise actuelle. Les Conseils régionaux ont voté des aides exceptionnelles pour la prise en charge d'une partie des taux d'intérêt des emprunts de trésorerie souscrits par les agriculteurs. Plusieurs régions ont ramené à 0,5 % les taux d'intérêt payés par les agriculteurs en difficulté, voire à 0 % pour les jeunes. Des aides sociales spécifiques ont été accordées pour soutenir les agriculteurs les plus en difficulté.

### **Nos propositions pour l'agriculture**

Les régions Socialistes agiront, en fonction de leurs moyens, pour assurer l'équilibre et la juste répartition des productions. La relocalisation des productions agricoles nous semble être l'une des pistes pour dynamiser notre agriculture. Les régions seront en appui de la politique agricole, sans pour autant participer à la gestion technique ou administrative des aides de la PAC, mais en agissant à leur manière pour contrecarrer les imperfections de cette politique.

Pour la prochaine mandature, les régions socialistes poursuivront leurs efforts dans plusieurs domaines :

- l'installation d'agriculteurs et l'accès au foncier
- le soutien aux productions de qualité,
- la généralisation des pratiques d'agriculture durable,
- le développement des surfaces en agriculture biologique
- le soutien à l'enseignement agricole

**Pour les Socialistes, l'agriculture est une activité majeure pour notre pays et l'équilibre de nos territoires.**

**Les Socialistes continueront à soutenir cette activité comme ils l'ont toujours fait, avec un souci constant de l'équité et de la justice sociale.**

**Face au nombreux défis qui se présenteront dans les années à venir, les Socialistes continueront de plaider pour une forte intervention publique en matière de politique agricole.**

**La droite pousse des milliers d'agriculteurs vers la sortie  
Les Socialistes ne l'accepteront pas !**

